

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.  
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE** : Du protectionnisme à l'autarchie, par M. Henri De Man. — La situation économique de la Belgique (octobre-novembre 1932). — Chronique : La création d'une banque centrale d'émission dans le Mandchoukouo. — Statistiques.

## DU PROTECTIONNISME A L'AUTARCHIE

par M. Henri de Man,

Chargé de cours à l'Université de Bruxelles.

Il faudrait fermer les yeux à l'évidence des faits pour nier que les progrès universels du protectionnisme se poursuivent, malgré quelques résistances localisées, avec un automatisme apparemment irrésistible. Cela imprime, aux controverses doctrinales qui prolongent la lutte traditionnelle entre protectionnistes et libre-échangistes, un étrange cachet d'irréalité. On dirait que les arguments ne comptent plus pour rien dans un monde soumis à une aveugle fatalité.

Il en était autrement au siècle dernier, quand les écoles économiques qui s'affrontaient représentaient des forces sociales à peu près égales. Alors, on pouvait avoir l'impression d'un choix que les peuples faisaient librement, à la lumière d'une considération rationnelle des conséquences prévisibles, entre des conceptions différentes de leur intérêt supérieur. Certes, il y avait lutte entre des intérêts matériels (comme en Angleterre entre les classes agrariennes et industrielles), mais cette lutte était éclairée par des idées, et se trouvait décidée par le poids des opinions. Aujourd'hui, il semble au contraire que le poids de tous les intérêts soit d'un côté et celui de tous les arguments de l'autre.

Cette impression, hélas! n'est pas tout à fait sans fondement. Il en est de la guerre économique, dont nous sommes témoins et victimes, comme de la guerre tout court: personne ne la préconise, mais tout le

monde la fait. Chacun prétend vouloir la paix entre les peuples: voilà le désir commun, appuyé sur la raison commune. Et cependant les guerres se produisent: voilà le destin, qui à certains moments réduit la raison à l'impuissance presque totale. Or, le protectionnisme, pour se réaliser, n'a pas plus besoin de doctrine protectionniste que la guerre, pour se réaliser, n'a besoin de doctrine belliciste. A vrai dire, il n'y a jamais eu de doctrine protectionniste, c'est-à-dire de croyance à la supériorité de principe du protectionnisme sur le libre-échange. Les arguments des protectionnistes ont toujours été, et sont encore, des arguments d'espèce, comme les arguments bellicistes: mon voisin me menace, donc je dois le combattre; mon voisin fait telle chose contre moi, donc je dois la faire aussi contre lui. De part et d'autre, la crainte du voisin fait dire exactement les mêmes choses, de sorte que finalement ce qui se passe apparaît comme l'effet d'un destin que tout le monde trouve épouvantable, mais dont tout le monde rejette la responsabilité sur autrui. De là cette situation paradoxale, si semblable à celle de la guerre et de la paix: bien qu'il n'y ait jamais eu de doctrine économique véritablement et totalement protectionniste, il n'y a jamais eu de réalité économique véritablement et totalement libre-échangiste. De l'époque mercantiliste à l'apogée du libre-échange anglais (vers 1860), de celui-ci à la guerre

mondiale économique actuelle, il n'y a jamais eu, dans la pratique, que des variations du degré de protectionnisme; le libre-échange est resté un idéal jamais réalisé.

Faut-il, dès lors, renoncer à faire entendre la voix de la raison, à argumenter, à persuader? Et peut-on — question encore bien plus pertinente — se borner à dire: « En principe », je trouve mauvais ce qui se fait, mais « en fait », je ne puis pas faire autre chose?

Je ne pense pas qu'il faille désespérer à ce point de l'entendement de l'humanité et de sa faculté d'influencer le cours de ses propres destinées. Mais il y a, à cela, une condition tout à fait impérieuse: c'est que la critique du protectionnisme, au lieu de ressasser des proclamations de « principes » établis en vue d'une situation tout à fait différente de la situation actuelle, parte d'une analyse réaliste de cette situation, et, en recherchant les causes objectives dont elle est née, regarde en face les causes profondes de sa propre carence.

En d'autres termes, il faudrait que les économistes libre-échangistes sortent de la tour d'ivoire dont les fondements ont été érigés il y a un siècle et plus, et se rendent compte de ce que la question ne se pose plus comme elle se posait aux débuts de l'ère du capitalisme industriel.

Alors, il s'agissait de trouver le meilleur moyen d'assurer le maximum de bien-être par le maximum de productivité. C'était, en définitive, un problème d'expansion de la production. Aujourd'hui, après plus d'un siècle de cette expansion, nous sommes confrontés par un déséquilibre général entre la production et la consommation, tellement désastreux que le problème d'avant-plan résulte cette fois du rétrécissement de la consommation. Il s'agit maintenant d'un problème de distribution.

La doctrine classique du libre-échange s'est développée à l'époque de la formation du marché mondial. L'univers s'ouvrait en quelque sorte à la production industrielle. Il s'agissait seulement de savoir si la division du travail se ferait entre les nations ou à l'intérieur des nations. Fallait-il considérer l'univers comme un seul vaste atelier où la sélection naturelle ferait produire à chacun ce qui correspond le mieux à son équipement et à ses capacités, ou fallait-il limiter le champ de cette compétition à une série d'ateliers nationaux isolés? Le choix, à cette époque, ne pouvait guère être douteux. Le nouveau régime économique qui se développait avec une rapidité vertigineuse était le fruit du trafic mondial. La grande industrie naissante présupposait, et couronnait en quelque sorte, l'ère des grandes découvertes géographiques, des entreprises de colonisation, du progrès universel des moyens de transport. Les branches de production qui, telles l'industrie textile et la métallurgie, furent les premières à prendre la forme capitaliste, travaillaient des matières premières importées et dépendaient en grande partie de l'exportation de leurs produits. Leur développement était indissolublement lié au libre développement du marché mondial.

D'ailleurs, cette revendication correspondait parfaitement à l'esprit du nouveau régime tel qu'il se reflétait dans les doctrines qui avaient contribué à sa formation. Selon ces doctrines, la libre concurrence devait servir à ce que l'on produise au meilleur marché possible, de façon à assurer la plus grande satisfaction des besoins par le moindre effort. De toute évidence donc, il fallait rendre cette libre concurrence aussi universelle que possible, pour que son jeu profite à la masse des consommateurs en permettant aux diverses branches de production de se développer là où les circonstances étaient les plus favorables. Le capital, au surplus, n'y perdrait rien; il n'avait qu'à se diriger vers les endroits de la production la plus favorisée, qui offraient, par là même, les plus grandes marges de profit. On ne demandait aux Etats, et même aux Etats impérialistes comme l'Empire britannique, que d'assurer la liberté et la sécurité de la circulation internationale des capitaux, des marchandises et des personnes. A cette époque de l'impérialisme purement commercial, cosmopolite, libéral et pacifique, dont l'Empire britannique à son apogée pendant la deuxième moitié du dix-neuvième siècle fournit l'exemple le plus éclatant, on cherchait à protéger le « commerce » et non la « production ».

Certes, il y avait déjà alors des résistances et des contre-tendances actives. Mais elles représentaient essentiellement les forces rétrogrades d'un passé pré-industriel et pré-capitaliste. Elles provenaient surtout de l'agriculture, branche de production antérieure au régime capitaliste, qui se sentait menacée par l'importation de denrées d'outre-mer. Ce n'est pas par hasard que la bataille décisive entre libre-échangistes et protectionnistes s'est livrée en Angleterre autour des *corn laws*, c'est-à-dire autour des droits sur les céréales. En dehors des contre-courants agraires, il ne s'affirmait guère de résistances que dans certains pays à industrialisation retardée, situés à la périphérie du monde capitaliste, et soumis à des régimes politiques encore absolutistes ou semi-absolutistes. Là, les Etats, ou plutôt les souverains, désiraient « protéger » ou « forcer » artificiellement certaines branches de production, pour des motifs très semblables à ceux de l'ancienne politique mercantiliste. En somme, la doctrine libre-échangiste du dix-neuvième siècle apparaissait comme la véritable expression des tendances et des intérêts de l'industrialisme capitaliste ascendant; même les plus durs des combats qu'elle eut à livrer ne furent que des combats d'arrière-garde avec les forces du passé pré-capitaliste, agrarien, fiscaliste et mercantiliste.

Il en est tout autrement aujourd'hui. Et quand je dis aujourd'hui, je songe au moment actuel d'une époque dont les débuts sont antérieurs à la guerre mondiale, et dont la guerre mondiale elle-même ne fut qu'une manifestation. Il faut en situer les débuts au plus tard dans les dernières années du dix-neuvième siècle, quand l'hégémonie de l'Angleterre sur le marché mondial, fondement économique de l'impérialisme pacifique et libre-échangiste, se trouva décidément

battue en brèche par la concurrence des Etats-Unis et de l'Allemagne. Ces débuts furent marqués, dans le domaine économique, par l'arrêt du mouvement descendant des prix et du mouvement ascendant des salaires qui avaient prévalu en Angleterre jusqu'en 1900; sur le terrain des luttes politiques, ils se trouvent caractérisés par la guerre hispano-américaine, la guerre anglo-boer, l'alliance franco-russe et les tentatives de l'Allemagne de s'assurer « une place au soleil » à l'aide d'armements navals et militaires.

La guerre mondiale fut la première crise aiguë des nouveaux antagonismes qui caractérisèrent le passage de la libre compétition commerciale à la compétition impérialiste « protégée » par les Etats.

Le nouveau partage du monde qui en résulta fit notamment passer l'hégémonie financière de Londres à New-York, détacha la Russie du reste de l'économie mondiale, créa au centre de l'Europe une série de nouveaux petits Etats indépendants, activa la tendance des peuples asiatiques vers l'autonomie économique et politique, et disloqua le système de circulation mondiale basé sur l'étalon-or par des transferts d'origine politique. Les manifestations les plus récentes de cette phase sont le reflux des crédits américains à la suite de la crise de 1929, le reflux analogue du capital-or français, l'abandon de l'étalon-or et du libre-échange traditionnel par l'Angleterre, la congélation des crédits en Allemagne, la liquidation graduelle du régime des réparations sous la menace d'un cataclysme général, et — *last but not least* — l'avalanche de mesures protectionnistes, notamment des contingentements, par lesquelles presque tous les pays essaient d'échapper aux effets de la crise mondiale, tout en n'aboutissant qu'à l'aggraver par l'exaspération des antagonismes qui ont contribué à la créer.

\* \* \*

S'il fallait ramener à un commun dénominateur les caractéristiques essentielles de cette phase d'ensemble, il faudrait l'appeler l'époque du nationalisme économique croissant. Dans cette phase de l'évolution économique universelle, les tendances caractéristiques de l'industrialisme ascendant se trouvent en quelque sorte renversées. Si on est en droit d'appeler l'époque précédente une ère de progrès, on est par le fait même en droit d'appeler celle-ci une ère de tendances régressives. Au lieu de tendre vers la libre concurrence, on tend vers le monopole; au lieu de se fier au développement du marché mondial, on essaie de s'en détacher; au lieu de poursuivre l'augmentation indéfinie de la productivité avec l'abaissement indéfini du coût de la vie, comme l'envisageait la doctrine classique, on en est arrivé, selon l'expression d'un économiste allemand, à « avoir peur de la production » et à rechercher le salut dans l'augmentation des prix même par des moyens artificiels. Enfin, on voit de plus en plus se substituer, au régime de la concurrence entre producteurs, le régime de la concurrence entre nations.

Il est clair qu'une évolution à caractère aussi universel et d'allure aussi marquée ne peut pas être

attribuée à des causes purement accidentelles. On poursuivrait une politique d'autruche en disant que les forces qui la déterminent sont dues uniquement à des erreurs de conception. Les progrès récents du protectionnisme sont aussi intimement liés à la prédominance d'intérêts concrets et matériels que l'étaient il y a cent ans ceux du libre-échange. On a sans doute raison de dire que, dans ce cas, ou bien les intéressés ne poursuivent pas leurs intérêts véritablement « bien entendus », ou bien que les intérêts qu'ils représentent sont contraires à l'intérêt de la généralité. Mais cela ne change malheureusement rien au fait que ce sont ces intérêts-là qui l'emportent. Dès lors, la première chose qu'il faut demander aux théoriciens qui les combattent est d'expliquer d'où leur vient cette puissance; et la deuxième, c'est de nous faire voir à quels intérêts opposés ils peuvent faire appel pour réaliser leurs desiderata.

En dehors de ces deux conditions, il n'y a que lamentations ou prédications vaines. L'objet de la science économique n'est pas plus de tracer sur le papier des systèmes parfaits selon les lois de la logique que l'objet de l'activité économique n'est de dessiner des objets utiles; le producteur doit réaliser, et la doctrine économique doit expliquer les réalités et indiquer les forces à mettre en action pour agir sur elles. Il peut être très beau d'avoir raison sans avoir le pouvoir de réaliser ce que cette raison revendique; mais il ne sert à rien d'avoir raison si l'on ne peut pas montrer en même temps où sont les moyens de puissance pour réaliser ce que l'on désire.

Le commencement de toute sagesse économique est donc, dans les conjonctures actuelles, de rechercher les causes objectives de la situation où nous nous trouvons. Si on fait cela, on voit bientôt que vouloir lutter contre le nationalisme économique actuel avec les arguments d'Adam Smith, de Bastiat et de Cobden, c'est comme si l'on voulait combattre un tank avec le sabre d'un hussard napoléonien. Ce n'est pas que Smith, Bastiat et Cobden n'aient point eu raison; mais ils ont eu raison contre d'autres adversaires, et l'économie actuelle ne pourrait profiter de leurs leçons que si elle se trouvait encore dans la situation de l'industrialisme naissant.

Pour bien apercevoir en quels points essentiels cette situation a changé, il est bon de rappeler de quelles hypothèses de fait sont partis les pères de l'économie politique classique, qui ont fourni jusqu'à l'heure actuelle les fondements de la doctrine libre-échangiste. Je sais bien qu'en remontant pour cela jusqu'à Adam Smith, on s'expose au reproche de choisir un exemple par trop extrême; mais le contraste entre les débuts de l'ère industrielle et son aboutissement actuel ne s'en trouve que mieux caractérisé, et il ne sera pas difficile au lecteur averti, pour éviter des jugements excessifs, d'apporter à cette comparaison les tempéraments nécessaires là où des réalités plus récentes s'écartent du schéma.

Il n'y a aucune injustice, d'ailleurs, à faire remarquer que beaucoup d'économistes qui s'appuient sur

les principes libéraux d'Adam Smith perdent trop souvent de vue que ces principes ont été développés en vue d'une situation très différente de celle du présent, et même du passé écoulé depuis lors.

Toutes les justifications du régime de la libre concurrence comme moyen d'arriver, en poursuivant l'intérêt particulier bien entendu, à servir au mieux l'intérêt général par le développement continu de la productivité et le bien-être généralisé, remontent à l'œuvre géniale de Smith.

Tout le monde, ou à peu près tout le monde, sait cela, même sans avoir lu une seule page de ses écrits. Mais beaucoup moins de gens savent que Smith, dont l'œuvre est contemporaine des toutes premières inventions de la mécanique industrielle, est parti d'une situation de fait qui impliquait les prémisses suivantes :

- 1° Une technique essentiellement manufacturière et relativement stable ;
- 2° Des entreprises de grandeur modeste et dirigées par leurs propriétaires ;
- 3° Une répartition démocratique de la propriété ;
- 4° La concurrence entre producteurs individuels et non entre unités nationales ;
- 5° Un marché à capacité d'absorption limitée seulement par la capacité de production.

Peut-être aussi est-il bon de rappeler que Smith a élaboré sa doctrine pour motiver une critique dirigée contre deux réalités de son époque : le mercantilisme, qu'il a contribué à vaincre, et les « chartered companies », formes embryonnaires des sociétés anonymes et des trusts qui sont devenus les puissances déterminantes du régime qu'il a vu naître.

Il y a fort à parier que, si Adam Smith pouvait revenir parmi nous, il se détournerait du tableau qui s'offrirait à ses yeux, comme d'une vision à peu près en tous points opposée à celle de ses rêves et de ses désirs.

A certains points de vue, l'évolution de l'industrialisme a, dès ses débuts, suivi une tendance qui s'éloignait de plus en plus des prémisses de Smith ; à d'autres points de vue, cette évolution, après avoir marché pendant longtemps dans le sens prévu, est revenue sur sa direction première.

La pratique n'a jamais réalisé l'identité fondamentale des intérêts des producteurs et des consommateurs, que le libéralisme classique voyait dans l'union personnelle des deux fonctions, incarnées par les mêmes individus, dans une société où l'égalité du point de départ accordait à chacun les mêmes possibilités originelles de produire et de consommer.

La suppression des privilèges féodaux n'a pas suffi à éliminer les différences de puissance économique entre les diverses couches de la société, et petit à petit, sur les ruines du féodalisme terrien, s'est érigé l'édifice nouveau d'un féodalisme financier. La dissociation croissante entre la faculté de production, basée sur la possession des moyens de travail, et la capacité de consommation, basée sur les revenus du travail, s'est compliquée par une dissociation croissante entre la

possession du capital financier et la direction des entreprises. La puissance de consommation ne s'est jamais trouvée confondue avec la puissance de production, et la tension naturelle entre les deux moyens d'utilisation des richesses produites, la consommation et le réinvestissement, a continué à se manifester sous la forme d'une opposition d'intérêts entre des groupements sociaux différents, les uns tentant d'augmenter leur capacité de consommation directe, les autres essayant de prélever, sur le produit du travail, le plus de capital possible.

Ce prélèvement, mis au service du réinvestissement, a permis un développement prodigieux des forces productives, avec une amélioration très sérieuse du niveau général du bien-être. Ce développement fut interrompu seulement par des crises périodiques, résultant surtout d'un excédent temporaire des richesses produites sur la capacité de consommation. Pour vaincre ces crises, il suffisait d'attendre le moment où la baisse des prix permettait la reprise de l'écoulement et rendait à nouveau profitables les investissements. Cependant le processus rythmique de cet élargissement du marché intérieur restait considérablement plus lent que le progrès de la productivité technique, de sorte qu'une grande partie du capital produit ne pouvait fructifier que par l'investissement dans des entreprises travaillant pour le marché extérieur du monde non industrialisé ; d'où la tendance irrésistible vers la conquête de nouveaux débouchés par la colonisation et les diverses formes de l'impérialisme économique. Pour contrecarrer les effets du rétrécissement relatif du marché intérieur, conséquence de la sous-consommation chronique sur ce marché, il fallait poursuivre l'élargissement indéfini du marché extérieur.

Or, sur ce point-là, on a fini par se heurter dans la pratique à une limite qui, aux débuts de l'ère industrielle, ne présentait qu'une importance purement théorique. Le monde non-capitaliste, dont le capitalisme a besoin pour vivre (parce que pour lui, la vie, c'est l'expansion incessante), s'est, à la longue, de plus en plus rétréci. Les nations consommatrices sont de plus en plus devenues elles-mêmes des nations productrices, et elles se sont mis à opposer à l'impérialisme de leurs colonisateurs leur propre nationalisme économique.

Les États nationaux, héritage d'un passé antérieur au marché mondial de l'économie industrielle, se sont développés, pendant cette époque, dans une direction également régressive, qui semble vouloir revenir aux conceptions anciennes de la compétition entre les nations qui prévalaient à l'ère du mercantilisme absolutiste. Les phénomènes psychologiques qui accompagnent la vague du nationalisme ascendant, sous toutes ses formes, correspondent à une situation dominée par les antagonismes de puissance qui caractérisent des adversaires, bien plus que par les solidarités d'intérêts qui découlent de la dépendance mutuelle d'un régime d'échanges.

Selon cette mentalité, la puissance de chaque nation se mesure à sa faculté de faire du tort aux autres

nations, et c'est par ce moyen qu'elle s'exerce, en servant de la pression économique du protectionnisme en temps dit de paix, comme on se sert de la force armée en temps de guerre.

Ce changement de caractère de la fonction des États nationaux sur le terrain économique se traduit très nettement dans les doctrines les plus caractéristiques de cette époque. Celles-ci n'assignent plus à l'État l'objectif d'assurer le maximum de bien-être à ses ressortissants en leur garantissant l'égalité des conditions en vue de la concurrence universelle; au contraire, elles vont jusqu'à demander le sacrifice de ce bien-être, au profit d'une puissance accrue de l'État, qui doit servir à organiser un système d'inégalités économiques aussi favorable que possible à cette puissance.

Au semi-protectionnisme pacifiste du siècle dernier, appuyé sur la clause d'intention égalitaire du régime de la nation la plus favorisée, se substitue un protectionnisme agressif dont l'intention normale, s'exprimant par le système des préférences et des contingents, trahit jusque dans sa terminologie son objectif anti-égalitaire. Les théoriciens les plus logiques du nationalisme économique et intégral ont mis au rancart la doctrine ancienne du « patriotisme » qui se revendiquait de l'indépendance nationale comme moyen d'assurer l'équilibre international, et du bien-être de la nation comme justification de l'autorité de l'État; tout cela n'est plus bon qu'à ridiculiser la conception surannée de l'État « veilleur de nuit ». On veut y substituer la conception de l'État « total », c'est-à-dire de l'État but en lui-même, auquel il faut subordonner toute activité, économique ou autre. Au lieu de liberté et de bien-être, on associe, comme les théoriciens du nouveau nationalisme allemand, la notion de l'État à celle de « l'espace » (le mot *Raum* revient dans leurs écrits à chaque ligne), tout à fait comme à l'époque pré-industrielle et agrarienne, où la possession de territoires constituait la justification économique des entreprises guerrières.

\* \* \*

En analysant les doctrines qui servent de couverture au protectionnisme contemporain, on voit mieux encore en quoi ses progrès sont conditionnés par une structure tout à fait nouvelle de l'économie industrielle. En réalité, il ne s'agit plus d'un protectionnisme, mais bien d'un nationalisme. Le protectionnisme auquel eurent à faire face les libre-échangistes du siècle passé se bornait à motiver, par les intérêts momentanés d'une branche particulière de production, des mesures spécifiques, véritables expédients fiscaux ou douaniers; il faisait au principe de la liberté des échanges le compliment que le vice fait à la vertu, en justifiant ces mesures par des circonstances exceptionnelles et transitoires. Il n'en est déjà plus de même aujourd'hui. Il y a dès à présent une doctrine du nationalisme économique qui part de conceptions de principe ouvertement opposées à celles de la doctrine classique, dédaigneusement appelée « libéraliste »,

en affirmant que la fonction de l'activité économique, c'est de servir la puissance de l'État, et que le but à poursuivre est l'autarchie des nations.

L'expression d'« autarchie » a été mise en vogue, au cours de ces deux ou trois dernières années, par des théoriciens allemands; et le mot court littéralement les rues dans l'Allemagne actuelle, mais il désigne une tendance qui n'est aucunement limitée à ce pays. Tous les grands pays du monde, de la Russie soviétique aux États-Unis d'Amérique, de l'Italie à l'Angleterre, subissent, à des degrés divers, les manifestations les plus diverses de cette tendance vers le repli sur eux-mêmes. Si la doctrine de l'autarchie se trouve plus développée en Allemagne qu'ailleurs, cela tient pour une part à l'acuité particulière de la crise qui a frappé ce pays, mais pour une part aussi au penchant bien connu des Allemands vers la généralisation théorique, anticipant les faits et les actes.

L'étude des doctrines autarchiques allemandes est d'autant plus suggestive qu'elle trahit, au delà de ce qui les rattache à des contingences nationales, un effort de systématisation de certaines conceptions qui s'appuient sur des phénomènes d'ordre universel.

*Grosso modo*, la popularité des théories représentées par des auteurs à gros tirages comme Werner Sombart, Ferdinand Fried, E.-W. Eschmann, Gottfried Feder, Robert Friedländer, etc., et par une très grande partie de la presse quotidienne, peut s'expliquer par trois ordres de causes principales: la crise de chômage, la situation de l'Allemagne comme pays vaincu, et la structure modifiée de l'économie en général.

La crise de chômage a fait naître l'idée typiquement autarchiste, que l'activité économique doit être orientée, non point vers le maximum de la production ou de la consommation comme telles, mais vers le maximum d'occupation de la main-d'œuvre. La rentabilité, dès lors, cesse d'être son critérium; l'essentiel, c'est qu'une nation mette en valeur son sol et sa main-d'œuvre.

« Le peuple allemand », écrit Friedländer, « doit se nourrir de pain allemand, même si cela lui coûte trois fois plus cher. » L'obsession du chômage est pour beaucoup aussi dans la revendication d'une économie dirigée par l'État à l'aide du « service obligatoire du travail »; l'aiguillon du profit ne suffisant plus à assurer du travail à ceux qui veulent travailler, il faut que l'État prenne cela en mains et réalise par le régime du service commandé ce que l'on ne peut plus réaliser par le salariat et la libre concurrence.

La situation internationale de l'Allemagne depuis la guerre mondiale explique, d'autre part, l'importance particulière que les autarchistes accordent au « décrochage » qui libérerait l'Allemagne de sa dépendance économique à l'égard du monde extérieur. Pour ne payer ni réparations, ni intérêts sur des capitaux étrangers, il faut être en état de réduire au minimum les besoins d'importation. Et quand, à l'argument que le peuple allemand peut bien vivre sans caviar et sans ananas, la critique libre-échangiste répond qu'il lui serait plus difficile de se passer de fer, de cuivre

ou de caoutchouc, on riposte en disant qu'il ne s'agit pas de stranguler tout le commerce extérieur, mais bien de l'organiser par l'Etat, de telle manière que le minimum d'importations dont l'Allemagne ne peut se passer soit mis en équilibre avec le minimum d'exportations allemandes dont l'étranger ne saurait se passer de son côté. Ainsi, le système des représailles se trouve en quelque sorte érigé en principe, avec le corollaire d'une étatisation du commerce extérieur allant jusqu'au monopole complet de l'Etat.

Il est, d'ailleurs, des théoriciens autarchistes qui argumentent à peu près comme ceci: Eh bien, oui, cela est une politique de sacrifice et de désespoir, mais « le désespoir est une force » (Hjalmar Schacht) à laquelle il faut faire appel quand on n'a plus rien d'autre. Et certains parmi les plus sérieux, comme Schacht et Wagemann, essaient de rendre cette politique plus acceptable en la présentant comme le seul moyen de reconstituer sur un fondement sain les rapports internationaux indispensables. Car en organisant une économie aussi fermée que possible, la nation pourra se faire respecter beaucoup plus que si elle était incapable de conduire une guerre faute de pouvoir s'approvisionner elle-même; et l'Etat, maître d'une économie dirigée, manœuvrant les « postes de commandement » du crédit et fixant virtuellement les salaires et les prix, pourra diriger le flux du commerce extérieur, dans les deux sens, de façon à amener les autres nations vers un régime d'échanges qui n'implique aucune dépendance tributaire.

Il va sans dire que l'économie dirigée ainsi associée à l'idée de l'autarchie nationale implique également un « décrochage » par rapport au marché mondial de l'or. Les plans pour mettre en circulation des moyens de paiement à validité intérieure indépendante du change international — donc en fait une monnaie intérieure manipulable par l'autorité de l'Etat à côté de la monnaie-or pour le clearing international — sont légion, et il n'y a pas que les fantaisistes et les dilettantes qui les produisent. L'ancien président de la *Reichsbank*, Schacht, le président actuel du *Statistisches Reichsamts*, Wagemann, et tous les théoriciens officiels du mouvement hitlérien élaborent sans cesse des propositions de ce genre. Elles séduisent une grande partie de l'opinion publique parce qu'elles nourrissent l'espoir que de cette façon, on pourrait édifier une économie nationale indépendante des crises mondiales du crédit.

Presque tous les moyens d'exécution proposés prévoient un système interventionniste qui lierait les salaires aux prix des céréales indigènes.

La critique a beau faire valoir que même si cela était possible sans le nouveau désastre d'une crise d'inflation, on retomberait de Charybde en Scylla, parce que l'on retournerait inévitablement à l'époque des crises nationales déterminées par le rendement variable des récoltes, crises de famine beaucoup plus fréquentes et plus violentes que les fluctuations du marché de l'or; le fait est que pour le moment, avec près de la moitié des travailleurs inoccupés à la suite

d'une crise de l'économie mondiale qui se manifeste par le reflux du capital-or, il est facile de faire paraître n'importe quel moyen de « décrochage » comme préférable au statu quo, et que tout ce qui promet un nouveau flux de crédit est salué comme une vision de délivrance.

La distinction de principe entre l'ancien protectionnisme et le nouvel autarchisme apparaît avec une clarté particulière à propos de la conception du rôle de l'agriculture. Le protectionnisme classique voulait « protéger » la production agricole comme si elle était une industrie comme les autres, dont il fallait améliorer les chances compétitives par des droits douaniers. L'autarchisme, par contre, voudrait la soustraire complètement au régime compétitif du marché libre. Plus ou moins explicitement, il considère que le problème de la crise agricole, rendue chronique par le décalage (ou les « ciseaux ») des prix, qui désavantage l'agriculture à mesure qu'augmente la productivité du travail industriel, est insoluble par les moyens de l'économie compétitive, même « protégée » par des mesures douanières. En vertu d'une véritable mystique anticapitaliste et antiindustrialiste de la glèbe et du « retour au sol », on veut faire de l'agriculture la base d'une économie nationale se suffisant à elle-même, et de son rendement l'étalon de toutes les valeurs d'échange sur le marché intérieur.

Ne nous occupons pas, ici, de faire la part de raison et de déraison que contiennent toutes ces idées, mais bornons-nous à constater que, même sous leurs aspects les plus naïfs et les plus fantastiques, elles systématisent d'une façon extrême des réactions psychologiques qui se produisent un peu partout, dans une mesure qui diffère seulement selon le degré d'acuité des souffrances entraînées par la crise. Et notons que la critique de ces réactions, pour être fructueuse, doit reconnaître la réalité de certaines situations à caractère universel dont elles dérivent, et présenter d'autres solutions des problèmes concrets nouveaux ainsi posés: la dislocation du régime monétaire mondial basé sur l'étalon-or et la situation subordonnée des pays riches en forces productives, mais pauvres en capital-or; les « ciseaux des prix » qui coincent l'agriculture; la nécessité d'un régime distributif qui accélère le développement du marché intérieur et mette fin au caractère désespéré de la lutte actuelle sur le terrain de l'exportation; la nécessité, surtout, de reconnaître que le système économique actuel est devenu un système de dépendances collectives, et que le pouvoir particulier exercé par le capital financier appelle la direction du crédit par une autorité de droit public et selon des plans inspirés par l'intérêt collectif. En y regardant de plus près, on trouvera peut-être que l'autarchisme est au fond une tentative vers la soumission du pouvoir économique à une collectivité sociale, tentative mal dirigée, parce qu'elle limite cette collectivité à l'état national et en fait un moyen de destruction de la collectivité mondiale, mais qui a du moins le mérite de poser les problèmes de 1932 et non plus ceux de 1850.

Quoi qu'il en soit, ces tendances, en ce qu'elles ont d'universel (1), ne sont pas dues à des causes fortuites, mais découlent d'une situation économique générale profondément modifiée depuis le siècle précédent. Le monde, comme terrain de l'activité économique, est devenu trop petit, depuis que nous subissons les effets accumulés du rétrécissement relatif des marchés intérieurs, accéléré par l'avance de la productivité industrielle sur les revenus du travail et le rétrécissement absolu des marchés intérieurs par la sursaturation de l'impérialisme. Aussi longtemps que ce monde s'élargissait, on pouvait suivre une politique des coudées franches; dès qu'il s'agit de tailler des morceaux de plus en plus grands dans un gâteau de plus en plus petit, on joue des coudes pour prendre la place du voisin, et ce jeu des coudes a bientôt fait de se transformer en jeu des poings.

Et tout cela se rattache par des causes communes à des transformations analogues dans la structure intérieure de l'économie. Là aussi, le rôle de l'État a évolué et s'est amplifié à la suite d'une autre répartition des forces économiques: puissance des monopoles accrue par la concentration, influence de plus en plus autonome de l'élément financier qui règle la circulation du crédit, interdépendance croissante des pouvoirs politiques et financiers dont l'action combinée permet une politique nationale du change, etc. Il n'est guère difficile de démontrer que toutes les formes nouvelles de l'interventionnisme (même de l'interventionnisme social) et du protectionnisme sous tous ses aspects récents, se situent dans la même évolution de la structure économique que les aspects extérieurs des antagonismes nationaux actuels. Et si, là encore, il fallait choisir un commun dénominateur applicable au point de vue extérieur et intérieur, on pourrait peut-être le trouver dans la formule: passage du régime de la libre concurrence au régime du pouvoir monopolisé.

Peut-être pourrait-on reprocher à ce tableau d'être poussé un peu trop au noir, et de schématiser indûment une évolution qui, en réalité, est beaucoup plus compliquée et beaucoup plus contradictoire. A ce reproche, je répondrais que je sais fort bien que cette esquisse insiste d'une façon unilatérale sur une catégorie de tendances, au détriment d'autres tendances qui s'y opposent. Aussi ne vise-t-il qu'à réagir contre une disposition, que je crois trop répandue, à sous-évaluer les forces qui poussent vers l'exaspération du nationalisme économique, en négligeant de considérer leurs rapports étroits avec l'évolution de l'économie dans son ensemble. C'est cette disposition à isoler les symptômes superficiels des causes profondes qui donne à une grande partie de la polémique libre-échangiste actuelle le caractère d'irréalité dont je parlais plus haut. Il serait vraiment naïf, et dangereux, de croire que l'on peut remporter la victoire par des arguments qui essaieraient tout simplement de réoccuper la position doctrinale du libre-échange du siècle précé-

dent. Ce serait vouloir retourner en arrière, alors qu'il n'est possible que d'aller en avant. Pour tout dire en un mot: on ne peut vaincre les maux d'une concentration défectueuse du pouvoir économique — concentration qu'en soi l'on ne saurait faire rétrograder sans renoncer à la technique industrielle elle-même — que par une concentration plus avancée, plus étendue, plus rationnelle. Pour échapper aux dangers de ce que l'on pourrait appeler le collectivisme étatiste et nationaliste, rien ne serait plus inefficace que la tentative de retourner à l'individualisme d'antan, puisque c'est précisément de cet individualisme que sont sorties les forces du monopolisme et du nationalisme économiques; le problème ne peut être résolu qu'en poursuivant le processus de la collectivisation jusqu'à des formes supérieures, et sur un plan supérieur à celui des antagonismes nationaux.

On peut certes différer d'avis sur la multitude des graves questions que tout cela soulève. Mais il faut avant tout qu'on s'accorde sur un point de départ commun, indispensable si l'on veut que les controverses doctrinales ne portent pas dans le vide: c'est que la critique du nationalisme économique doit partir, non de prémisses doctrinales non réalisées, mais des réalités concrètes du présent, et qu'elle ne peut pas esquiver la question essentielle: où sont les forces de réalisation? J'entends par là les intérêts collectifs, les passions sociales, les institutions et les organes indispensables pour que la solidarité économique des peuples triomphe des forces de dissension et de dislocation.

Le libre-échange du dix-neuvième siècle, ne l'oublions pas, n'a pu prendre le dessus sur le protectionnisme que parce qu'il a pu s'appuyer sur l'intérêt d'un pays économiquement dominant ou d'un groupe de pays satellites, et parce que cet intérêt national était reconnu, non point seulement par les savants, mais par les grandes masses de la population. Aujourd'hui, il n'y a plus de grand pays qui joue le rôle de l'Angleterre d'alors; les intérêts en jeu de part et d'autre s'opposent, internationalement, à l'intérieur de chaque pays, et c'est évidemment là qu'il faut chercher l'essentiel de la solution. Je ne suis aucunement pessimiste, d'ailleurs, quant à la possibilité de la trouver. Considérons la tendance vers le nationalisme économique comme une réalité existante, oui; mais comme une fatalité inéluctable, non. Et rendons-nous compte que pour les petits pays comme la Belgique, s'y soumettre serait se démettre: car, dans le domaine économique aussi, la viabilité des petits dépend de la paix entre les grands. Le nationalisme économique est l'ennemi de toutes les nations, mais il l'est doublement des petites nations et triplement des petites nations industrielles qui doivent importer des matières premières et des vivres et ne peuvent les payer qu'en exportant. Lieu commun ressassé des millions de fois, mais dont il n'est pas moins nécessaire de tirer les conséquences. Et ces conséquences portent bien au delà de ce qu'implique la doctrine libre-échangiste de nos aïeux.

(1) Le jour où j'écrivis ces lignes, je trouve dans un article posthume de Charles Gide, cette citation d'un discours fait en juillet 1923 par le Ministre de l'Agriculture de France: « Le pays le plus prospère est celui qui peut le mieux se suffire à lui-même. »